



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

(Direction des Assemblées)

2014/355

Activités périscolaires dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires : attribution de subventions complémentaires de fonctionnement général aux centres sociaux et associations assimilées - Approbation et autorisation de signature des conventions d'application afférentes

Direction du Développement Territorial

Rapporteur : Mme BRUGNERA Anne

SEANCE DU 7 JUILLET 2014

COMPTE RENDU AFFICHE LE : 11 JUILLET 2014

DATE DE CONVOCATION DU CONSEIL MUNICIPAL : 1 JUILLET 2014

NOMBRE DE CONSEILLERS MUNICIPAUX EN EXERCICE AU JOUR DE LA SEANCE : 73

RECU AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE : 15 JUILLET 2014

PRESIDENT : M. COLLOMB Gérard

SECRETAIRE ELU : M. CUCHERAT Yann

PRESENTS : M. COLLOMB, M. KEPENEKIAN, Mme BRUGNERA, M. SECHERESSE, Mme AIT MATEN, M. BRUMM, Mme GAY, M. CORAZZOL, Mme BOUZERDA, M. GIORDANO, Mme CONDEMINI, M. CLAISSE, Mme DOGNIN-SAUZE, M. DURAND, Mme REYNAUD, M. LE FAOU, Mme RIVOIRE, Mme RABATEL, M. CUCHERAT, Mme BESSON, M. GRABER, Mme FRIH, M. DAVID, Mme NACHURY, M. FENECH, Mme LEVY, M. BLACHE, M. LAFOND, Mme ROUX de BEZIEUX, Mme SERVIEN, Mme BLEY, M. PHILIP, Mme CHEVALLIER, Mme ROLLAND-VANNINI, M. MALESKI, M. KISMOUNE, M. BERAT, M. TOURAINI, M. COULON, Mme FONDEUR, Mme BURILLON, M. PELAEZ, M. LEVY, Mme HOBERT, Mme FAURIE-GAUTHIER, M. RUDIGOZ, Mme MANOUKIAN, M. JULIEN-LAFERRIERE, Mme HAJRI, Mme SANGOUARD, M. HAVARD, M. TETE, M. KIMELFELD, Mme PALOMINO, M. GEOURJON, Mme TAZDAIT, M. GUILLAND, Mme de LAVERNEE, M. ROYER, M. BROLIQUIER, Mme BAUGUIL, M. HAMELIN, Mme PERRIN-GILBERT, Mme GRANJON, M. REMY, M. BERNARD, M. BOUDOT, Mme MADELEINE, Mme BAUME

ABSENTS EXCUSES ET DEPÔTS DE POUVOIRS : Mme BALAS (pouvoir à M. HAVARD), Mme PICOT (pouvoir à M. SECHERESSE), M. BRAILLARD (pouvoir à Mme HOBERT), Mme BERRA (pouvoir à M. BLACHE)

ABSENTS NON EXCUSES :

2014/355 - ACTIVITES PERISCOLAIRES DANS LE CADRE DE LA REFORME DES RYTHMES SCOLAIRES : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS COMPLEMENTAIRES DE FONCTIONNEMENT GENERAL AUX CENTRES SOCIAUX ET ASSOCIATIONS ASSIMILEES - APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS D'APPLICATION AFFERENTES (DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL)

Le Conseil Municipal,

Vu le rapport en date du 25 juin 2014 par lequel M. le Maire expose ce qui suit :

Les centres sociaux de Lyon avec l'appui de leur fédération départementale, de même que les MJC, les maisons de l'enfance ainsi que l'Arche de Noé, l'Association Com'Expression et l'Entraide Pierre Valdo ont fait part à la Ville de Lyon de leur volonté collective de s'engager à ses cotés dans la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires. Ces associations ont exprimé, à partir de leur expérience et de leur conviction, leur vision du bien être de l'enfant. Après des échanges toujours constructifs, dans le respect du cœur des conditions de réussite qu'ils ont exprimé collectivement, ces partenaires associatifs ont pris connaissance de la proposition de la Ville de Lyon.

Chaque association a fait part, individuellement, de sa volonté de s'engager dans les temps périscolaires que la réforme proposée par la Ville de Lyon permet de développer. Loin d'une logique mécanique, chacune de ces associations s'appuie sur une longue expérience de l'animation et de l'éducation populaire, mais aussi sur un véritable ancrage territorial de proximité, souvent terreau de partenariats déjà établis avec les écoles de la Ville de Lyon.

Elles forment d'ores et déjà, ensemble, la première offre d'accueil extra scolaire à Lyon : ce sont elles qui accueillent la plus grande partie des enfants lyonnais les mercredis et les vacances. Elles ont une capacité reconnue à contribuer à des projets partenariaux, dans la proximité, souvent complexes mais toujours concrets.

Elles font cette proposition en adaptant leur projet associatif pour intégrer les enjeux de la réforme des rythmes scolaires telle que la Ville de Lyon l'a soumise à l'avis des conseils d'école, puis, après un vote majoritaire de ces derniers, à l'approbation de Mme la Rectrice de l'Académie de Lyon, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Pour toutes ces raisons, la Ville de Lyon est heureuse de pouvoir bénéficier de l'action fédératrice des forces de notre ville en choisissant de s'appuyer pour la moitié de ses effectifs scolaires sur ces partenaires associatifs reconnus, en prolongement des solides partenariats grâce aux conventions-cadres pluriannuelles que nous avons signées en 2010.

Les conditions de mise en œuvre choisies et partagées par les partenaires associatifs d'éducation populaire et la Ville de Lyon sont tournées vers la qualité de vie des écoliers, dans la justice sociale et la responsabilité.

Ainsi, l'intervention de ces partenaires se fera, suivant leur proposition, dans le cadre réglementaire d'accueils de loisir sans hébergement périscolaire soumis au contrôle des services de l'État et de la Caisse d'allocations familiales. Chaque association déposera son propre dossier d'agrément à la direction départementale de la cohésion sociale.

Il y aura donc un adulte pour 18 enfants au plus pendant la pause de midi et le vendredi après midi des jours scolaires en école élémentaire et un pour 14 enfants au plus en école maternelle. La moitié des adultes devront, conformément à la réglementation à laquelle les associations ont choisis et nous ont proposé de se soumettre, être titulaire du BAFa ou d'un équivalent légal, sachant qu'à ces 50 % s'ajouteront l'obligation que 30 % supplémentaires soient en cours de formation. Ces adultes seront sous la responsabilité d'un directeur d'alsh périscolaire lui-même titulaire d'un BPJEPS adapté ou d'un BAFD.

Les partenaires ont aussi contribué à une réflexion commune sur une tarification progressive, au quotient familial, dans un souci de justice sociale et à l'obligation qui en est faite pour bénéficier des prestations sociales ordinaires de la CAF qui soient communes à toutes les familles lyonnaises.

Enfin, ils ont fait part de leur volonté de co-construire le projet éducatif de territoire (PEDT) avec l'ensemble des autres acteurs de la communauté éducative appelés à le rédiger, à partir du projet éducatif local déjà existant à la Ville de Lyon, déjà mentionné comme une des références du partenariat entre la Ville de Lyon et ces associations dans les conventions cadres.

Ces associations tiennent, comme la Ville de Lyon, à l'engagement citoyen, au soutien à la parentalité et au respect des autres acteurs de la communauté éducative et avant tout au bien-être des enfants. Elles proposent donc de contribuer à l'animation, avec le soutien de la Ville de Lyon, pour chaque alsh périscolaire, d'un processus de travail ouvert, participatif, évaluant en continu la mise en œuvre de la réforme dans les écoles concernées pour améliorer en permanence le bien-être des enfants scolarisés dans nos écoles publiques. Ce processus se déroulera dans le cadre de conseils de la vie périscolaire en étroite collaboration avec les conseils d'école.

Le soutien financier de la Ville de Lyon prendra la forme de subventions complémentaires de fonctionnement général, dans le cadre des conventions-cadres pluriannuelles en cours, afin de rendre possible la mise en œuvre de ces engagements d'un intérêt communal crucial, laissant aux associations une autonomie dans le cadre retenu comme garantie d'une grande réactivité, au plus près du terrain, dans l'équité et le respect d'un socle commun à toute la Ville de Lyon formalisé par le PEDT.

Les fédérations des centres sociaux et des MJC, l'AFEV vont par ailleurs jouer un rôle d'appui renforcé dans cette mise en œuvre, en particulier en

termes de conseil, d'expertise, d'animation de temps collectifs et à l'amélioration continue de la mise en œuvre de cette réforme.

Pour ces raisons, je propose à votre approbation le modèle type de convention d'application, joint en annexe au présent rapport, qui modifiera en conséquence les conventions existantes, de façon adaptée en termes de définition de l'intérêt communal. Je vous propose également d'attribuer les subventions de fonctionnement suivantes, proportionnées au besoin financier nécessaire à la mise en œuvre des projets précédemment décrits, par les associations listées ci-dessous dans les écoles indiquées ou pour le soutien aux associations effectuant la mise en œuvre :

Association	Écoles	Subvention de fonctionnement général complémentaire
Arche de Noé	École élémentaire Cavenne Pasteur	
Arche de Noé	École maternelle Cavenne Pasteur	
Arche de Noé	École élémentaire Gilbert Dru	
Arche de Noé	École maternelle Gilbert Dru	
Total Arche de Noé		120 198 €
Centre Social Champvert	École élémentaire Champvert Ouest	
Centre Social Champvert	École maternelle Champvert Ouest	
Centre Social Champvert	École élémentaire Hector Berlioz	
Centre Social Champvert	École maternelle Hector Berlioz	
Total Centre Social Champvert		95 694 €
Centre Social Duchère Plateau	École élémentaire Les Anémones	
Centre Social Duchère Plateau	École maternelle Les Anémones	
Total Centre Social Duchère Plateau		43 927 €
Centre Social États-Unis	École élémentaire Alain Fournier	
Centre Social États-Unis	École maternelle Alain Fournier	
Centre Social États-Unis	École élémentaire Jean Giono	
Centre Social États-Unis	École maternelle Jean Giono	
Total Centre Social États-Unis		222 539 €
Centre Social Gerland	École élémentaire Aristide Briand	
Centre Social Gerland	École maternelle Aristide Briand	
Centre Social Gerland	École élémentaire Claudius Berthelier	
Centre Social Gerland	École maternelle Claudius Berthelier	
Centre Social Gerland	École maternelle Du Rhône/Berthelier	
Total Centre Social Gerland		220 560 €
Centre Social Laennec	École maternelle Maryse Bastié	
Centre Social Laennec	École élémentaire Édouard Herriot	
Centre Social Laennec	École maternelle Édouard Herriot	
Total Centre Social Laennec		97 047 €

Centre Social Pernon	École élémentaire Jean De La Fontaine	
Centre Social Pernon	École maternelle Jean De La Fontaine	
Total Centre Social Pernon		86 397 €
Centre Social Point du Jour	École élémentaire Joliot-Curie	
Centre Social Point du Jour	École maternelle Joliot-Curie/Secret A-B	
Centre Social Point du Jour	École maternelle François Truffaut/Joliot-Curie	
Total Centre Social Point du Jour		82 461 €
Centre Social Quartier Vitalité	École élémentaire Michel Servet	
Centre Social Quartier Vitalité	École maternelle Michel Servet	
Total Centre Social Quartier Vitalité		61 514 €
Centre Social Saint Just	École élémentaire Albert Camus	
Centre Social Saint Just	École maternelle Albert Camus	
Centre Social Saint Just	École maternelle La Sarra/Camus	
Centre Social Saint Just	École maternelle Mathilde Siraud/Camus	
Total Centre Social Saint Just		62 510 €
Centre Social Saint Rambert	École élémentaire Alphonse Daudet	
Centre Social Saint Rambert	École maternelle Alphonse Daudet	
Centre Social Saint Rambert	École élémentaire Frédéric Mistral	
Centre Social Saint Rambert	École maternelle Frédéric Mistral	
Total Centre Social Saint Rambert		92 567 €
Centre Social Sauvegarde	École élémentaire Les Géraniums	
Centre Social Sauvegarde	École maternelle Les Géraniums	
Total Centre Social Sauvegarde		58 401 €
Centre Social Vaise	École élémentaire Audrey Hepburn	
Centre Social Vaise	École maternelle Audrey Hepburn	
Total Centre Social Vaise		86 407 €
TOTAL		1 330 222 €

Vu ladite convention ;

Vu l'avis du Conseil des 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 7^e, 8^e et 9^e arrondissements ;

Où l'avis de la commission Education, Petite Enfance, Université ;

DELIBERE

1. L'attribution de subventions complémentaires de fonctionnement général aux associations mentionnées ci-dessus pour un montant total de 1 330 222 € est approuvée.

2. Le modèle type de convention d'application devant être signée avec les associations pour lesquelles des conventions cadres ou mixtes ont déjà été signées antérieurement, est approuvé.

3. M. le Maire est autorisé à signer lesdits documents.

4. La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2014, ligne de crédit n° 72988, fonction 522, nature 6574.

(Et ont signé les membres présents)
Pour extrait conforme,
Pour le Maire, l'Adjointe déléguée,

A. BRUGNERA